

Finances, a reconnu l'opportunité d'un fonds d'amortissement; mais on n'en a rien fait.

Un MEMBRE: Il s'est contenté de payer la dette.

L'hon. M. STEVENS: La non existence du fonds d'amortissement inquiète fort mon honorable ami de Shelburne-Yarmouth aujourd'hui.

Continuant, il a dit: Dans le présent budget, je ne vois rien au sujet d'un excédent. Je tiens à lui signifier, très sérieusement, que si lui et ses amis s'étaient trouvés à notre place ils auraient été en présence du même déficit que nous. (*Dénégations.*) Un déficit pour le moins aussi grand. Ces cris de "non, non" qui partent de la gauche indiquent ou que les honorables membres n'ont pas réfléchi un seul instant au problème ou bien qu'ils sont aveuglés par les préjugés. Rien n'est plus certain que ceci: L'année dernière lorsque M. Dunning, alors ministre des Finances a retranché un grand nombre de sources de revenu, à la veille même des élections, pour capter le suffrage populaire—heureusement le public ne s'est pas laissé prendre—il savait très bien qu'il aurait un déficit s'ils restait au pouvoir encore une année. En présence de l'évolution économique, dont l'origine est antérieure à notre avènement et qu'on ne peut attribuer en entier à l'administration de nos prédécesseurs, mais qui résulte de causes mondiales. . . (*Interruptions.*) Mon honorable ami dit-il "non"?

L'hon. M. RALSTON: Il n'était pas question d'une situation mondiale en juillet dernier.

L'hon. M. STEVENS: Voilà ce que mon honorable ami n'aurait osé avancer car en juillet dernier, lorsque mes amis de la gauche détenaient le pouvoir, le chômage sévissait par tout le pays et notre commerce subissait une baisse, bien plus rapide au commencement de l'année que dans les derniers mois.

Tout cela pendant qu'ils étaient au pouvoir; et voici qu'aujourd'hui l'honorable député nous affirme que cela ne résultait pas d'une situation mondiale.

L'hon. M. RALSTON: Je soulève la question de règlement, monsieur l'Orateur. Je tiens à faire ici une mise au point. J'ai dit: "Il n'était pas question d'une situation mondiale en juillet dernier". J'entendais par là qu'au mois de juillet dernier nos amis ne parlaient pas en ce sens. A ce moment-là, ils ont imputé le blâme au gouvernement libéral.

L'hon. M. STEVENS: Voici ce que j'allais dire, et je crois me montrer trop généreux. La situation était mauvaise au Canada, comme

[L'hon. M. Stevens.]

dans d'autres pays, à cause surtout, si vous aimez, de circonstances d'ordre mondial. Voilà ce que j'allais dire; mais mon honorable ami m'a interrompu.

L'hon. M. RALSTON: Ce n'est pas l'avis qu'a exprimé le ministre des Chemins de fer (M. Manion).

L'hon. M. STEVENS: Je puis bien faire remarquer à mon honorable ami que je ne l'interromps pas beaucoup. Je vais analyser certains de ses raisonnements. Voyons tout d'abord ce qu'il a dit au sujet du commerce d'exportation. Il a consacré pas mal de temps à la relation qui existe entre le tarif et les exportations. Ce qu'il a dit se résume à ceci: Si l'on veut relever le mouvement exportateur d'un pays il faut abaisser ou supprimer le tarif.

Un MEMBRE: Parfaitement.

L'hon. M. STEVENS: J'entends dire "parfaitement" par un honorable membre.

Un MEMBRE: Assurément.

L'hon. M. STEVENS: Un autre honorable représentant dit "assurément". Très bien. Mon honorable ami n'a pas dit où il les supprimerait les droits. Ses amis (l'opposition) ne le font jamais. Ils diront au pays: Les propositions tarifaires du parti conservateur—er, ce moment du Gouvernement actuel—font du tort au commerce. Mais lorsqu'ils sont au pouvoir ils ne touchent pratiquement pas au tarif. Si ces messieurs, comme l'honorable député l'a dit cet après-midi—et il était le porte parole, le critique financier de l'opposition—sont des adeptes de la doctrine qu'il a prêchée, qu'arrivera-t-il si on pousse cette doctrine à sa conclusion logique. Ils veulent faire disparaître le tarif afin de faciliter les importations et les exportations. C'est la doctrine préconisée, mais ils ne disent pas où ils arrêteront ni où ils commenceront; ils prennent grand soin de ne pas le dire.

Arrêtons-nous un instant pour examiner cette doctrine. Mon honorable ami a fait allusion au ralentissement des importations, —et je demandais à la Chambre de me suivre ici,—il a parlé de la diminution des importations en s'appuyant sur les pourcentages; je ferai de même. Les chiffres que je donnerai à la Chambre représentent la diminution exprimée en pourcentage, par rapport au mois correspondant de l'année précédente:

Janvier	39.30
Février	34.21
Mars	38.56
Avril	33.12